



CULTURE

Accord sur les relations cinématographiques
FRANCO-CANADIENNES

Signé à Montréal le 11 octobre 1963

En vigueur le 11 octobre 1963

CULTURE

Agreement between CANADA and FRANCE concerning films
and film production

Signed at Montreal October 11, 1963

Entered into force October 11, 1963

43 279 872
43 208 579
b 163 7800
b 305 6569



ACCORD SUR LES RELATIONS CINÉMATOGRAPHIQUES FRANCO-CANADIENNES

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Française, désireux de faciliter la réalisation de films en coproduction franco-canadienne et de développer l'échange de films entre les deux pays, sont convenus de ce qui suit:

I—COPRODUCTION

1) Les autorités compétentes des deux pays encourageront la réalisation en coproduction franco-canadienne de films de qualité tant de court que de long métrage.

Les films réalisés en coproduction et admis au bénéfice du présent accord sont considérés comme films nationaux par les autorités des deux pays.

Ils bénéficient de plein droit des avantages qui en résultent en vertu des dispositions en vigueur ou qui pourraient être édictées dans chaque pays.

La réalisation de films en coproduction entre les deux pays doit recevoir l'approbation, après consultation réciproque entre elles, des autorités compétentes des deux pays:

au Canada: L'OFFICE NATIONAL DU FILM

en France: LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE FRANÇAISE

2) Pour être admis au bénéfice de la coproduction, les films doivent être entrepris par des producteurs ayant une bonne organisation technique et financière et une expérience professionnelle reconnue.

3) Tout film de coproduction doit comporter deux négatifs ou un négatif et un contre-type.

Chaque producteur est propriétaire d'un négatif ou d'un contre-type. Dans le cas où il n'existerait qu'un négatif, chaque coproducteur a accès librement à ce négatif.

4) Les films de long métrage doivent être produits dans les conditions suivantes:

La proportion des apports respectifs des producteurs des deux pays peut varier par film de trente à soixante-dix pour cent, la participation minoritaire ne pouvant être inférieure à trente pour cent du coût de production du film; l'ensemble des participations techniques et artistiques de chacun des pays doit être réparti dans la même proportion que les apports financiers.

5) Les films doivent être réalisés par des metteurs en scène, techniciens et artistes de nationalité canadienne ou française, ou immigrants reçus au Canada, ou résidents privilégiés en France.

Toutefois, la participation d'interprètes de réputation internationale n'ayant pas la nationalité de l'un des pays liés par cet accord peut être envisagée après entente entre les autorités des deux pays, compte tenu des exigences du film.

6) Un équilibre général doit être réalisé tant sur le plan financier et artistique que sur celui de l'utilisation des moyens techniques des deux pays (studios et laboratoires). La Commission Mixte prévue à l'Article 14 du présent accord examinera si cet équilibre a été respecté et, à défaut, arrêtera les mesures jugées nécessaires pour rétablir cet équilibre.

AGREEMENT BETWEEN CANADA AND FRANCE CONCERNING FILMS AND FILM PRODUCTION

The Government of Canada and the Government of the Republic of France, wishing to encourage Franco-Canadian film co-production and to foster the exchange of films between their two countries, hereby make the following agreement:

I—CO-PRODUCTION

(1) The competent authorities of the two countries shall encourage Franco-Canadian production of short and feature-length films of high standard.

Films co-produced and qualified under the present agreement are regarded by the authorities of both countries as national films.

They have full right to all resultant advantages by virtue of the measures that are in force or that may be decreed in each country.

Films to be co-produced between the two countries must be given the prior approval, after due consultation between them, of the competent authorities of both countries:

for Canada: THE NATIONAL FILM BOARD

for France: LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE
FRANÇAISE

(2) In order to qualify for the benefits of co-production, films must be undertaken by producers who have good technical organization, sound financial backing and recognized professional standing.

(3) Of each co-produced film, there must be two negatives or one negative and one duplicating negative.

Each producer shall have ownership of one negative or one duplicating negative. In a case where there is only one negative this shall be freely available to each co-producer.

(4) The following conditions shall govern the co-production of feature-length films:

The respective contribution of the producers of the two countries to each film may vary between thirty and seventy per cent, the lesser share not being lower than thirty per cent of the cost of production of the film; considered as a whole, the technical and artistic participation of the two countries shall be in the same proportion as their financial contribution.

(5) The films must be made by directors, technicians and performers of Canadian or French nationality, landed immigrants in Canada or privileged residents in France.

Nevertheless, the participation of internationally known performers who are not of the nationality of either of the countries bound by this agreement may be considered, after an understanding has been reached between the competent authorities of the two countries, on the basis of the particular requirements of any given film.

(6) An overall balance must be achieved both on the financial and the artistic level and in the use of the technical facilities of the two countries (Studios and Laboratories). The joint committee provided for in Article 14 of the present agreement shall assess whether this balance has been maintained and, in default, shall take whatever measures may be considered necessary to restore it.

7) La coproduction des films de court métrage ne pourra être autorisée par les autorités des deux pays qu'après examen des projets de films cas par cas.

Ces films devront être coproduits dans le cadre d'une coproduction financière équilibrée et devront comporter la participation d'un collaborateur de création de chacun des deux pays.

8) a) Sauf dérogation acceptée par eux, le Centre National de la Cinématographie d'une part, et l'Office National du Film d'autre part, sont d'accord pour que soient attribuées:

1) au coproducteur canadien, les recettes réalisées au Canada et 50% des recettes réalisées aux États-Unis d'Amérique.

2) au coproducteur français, les recettes réalisées en France, dans la République algérienne, dans le royaume du Maroc, dans la République malgache, dans la République tunisienne, dans les Républiques africaines d'expression française, dans le royaume du Laos, dans les Républiques du Vietnam et du Cambodge, dans la République du Congo (Léopoldville), dans la République du Ruanda dans le royaume du Burundi, en Belgique, au Luxembourg.

b) Les recettes non visées dans les sous-paragraphes 1) et 2) précédents seront réparties entre les coproducteurs de façon à établir un équilibre général proportionnel à l'apport total de chacun des coproducteurs.

Cette répartition pourra comporter soit un partage géographique des territoires, soit un partage des recettes, soit une combinaison des deux formules et sera soumise à l'approbation des autorités des deux pays.

c) En principe, l'exportation des films coproduits sera assurée par le coproducteur majoritaire ou par le coproducteur dont la situation est la plus favorable à cet égard.

9) Les génériques, films annonces et matériel publicitaire des films réalisés en coproduction doivent mentionner la coproduction entre le Canada et la France.

La présentation dans les Festivals des films coproduits doit être assurée par le pays dont le producteur majoritaire est ressortissant sauf accord spécial des deux autorités.

10) Les autorités compétentes des deux pays envisageront avec faveur la réalisation en coproduction de films de qualité internationale entre le Canada et la France et les pays avec lesquels l'un ou l'autre est lié par des accords de coproduction.

Les conditions d'agrément de tels films feront l'objet d'un examen cas par cas.

II—ÉCHANGE DE FILMS

11) Dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, dans l'un et l'autre pays, la vente, l'importation et l'exploitation des films impressionnés nationaux de long et de court métrage ne sont soumises à aucune restriction.

III—DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12) Le transfert des recettes résultant de l'application du présent accord est effectué conformément aux dispositions des conventions et réglementations en vigueur.

Toutes facilités douanières seront accordées pour l'importation ou l'exportation du matériel nécessaire à la réalisation des films coproduits et à l'exploitation des films des deux pays.

(7) Co-production of short films shall be authorized by the authorities of the two countries only after examination of each individual project.

These films shall be co-produced within the framework of a balanced financial co-operation and shall involve the creative participation of a film-maker from each of the two countries.

(8) (a) Except where they are otherwise agreed, Le Centre National de la Cinématographie on the one hand and the National Film Board on the other are in agreement that the apportionment of receipts shall be as follows:

(1) The Canadian co-producer shall receive all returns derived from Canada and fifty per cent of the returns derived from the United States of America.

(2) The French co-producer shall receive all returns derived from France, the Republic of Algeria, the Kingdom of Morocco, the Republic of Madagascar, the Republic of Tunisia, the African Republics of French expression, the Kingdom of Laos, the Republics of Viet-Nam and Cambodia, the Republic of the Congo (Leopoldville), the Republic of Ruanda, the Kingdom of Burundi, Belgium and Luxemburg.

(b) Returns not specially referred to in subparagraphs (1) and (2) above shall be shared between the co-producers in such a way as to maintain the proportion of the initial shares of each co-producer.

This apportionment may be effected by either a geographical division of territories, or a sharing of returns, or a combination of the two, and is subject to the approval of the competent authorities of the two countries.

(c) In principle, the export of co-produced films shall be carried out by the co-producer with the majority interest or by the co-producer in the best position to do so.

(9) Generics, trailers and publicity material for films jointly produced shall carry notice to the effect that the films are Franco-Canadian co-productions.

Entry of co-produced films in film festivals shall be assured by the country to which the majority producer belongs, except where special agreement otherwise is reached by the authorities of both countries.

(10) The competent authorities of the two countries shall consider favourably the idea of co-production of films of international standing between Canada and France and the countries with which either of them are bound by co-production agreements.

Conditions of acceptance for such films will be determined on the merits of each individual case.

II—EXCHANGE OF FILMS

(11) Subject to the legislation and regulations in force in either country, the sale, import and distribution of short or feature-length films from either country will be free of restriction.

III—GENERAL PROVISIONS

(12) The transfer of moneys resulting from the application of the present agreement shall be effected in accordance with the provisions of agreements and regulations in force.

All customs facilities shall be afforded with respect to the import and export of materials required for the making of co-produced films and for the distribution of films originating in both countries.

13) Les autorités compétentes des deux pays se communiquent toutes informations concernant les coproductions, les échanges de films et, en général, toutes précisions relatives aux relations cinématographiques entre les deux pays.

14) Pour suivre et faciliter l'application du présent accord et pour en suggérer le cas échéant, les modifications, il est institué une Commission Mixte composée d'experts officiels et professionnels désignés par les autorités compétentes des deux pays.

Cette Commission est chargée, notamment, de contrôler, pour l'ensemble des coproductions, l'équilibre des apports financiers, artistiques et techniques; elle se réunit alternativement au Canada et en France au moins une fois par an et en outre, à la demande de l'une des parties contractantes.

15) Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature.

Il est conclu pour une durée de 2 ans à dater de son entrée en vigueur; il est renouvelable pour des périodes identiques par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une des parties contractantes trois mois avant son échéance.

FAIT en double exemplaire à Montréal, ce onzième jour d'octobre 1963, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement, ont apposé ci-dessous leurs signatures.

Pour le Gouvernement de la République Française

ANDRÉ MALRAUX

RAYMOND BOUSQUET

Pour le Gouvernement du Canada

PAUL MARTIN

PIERRE DUPUY

II - EXCHANGE OF FILMS

III - GENERAL PROVISIONS

(13) The competent authorities undertake to communicate with each other on all matters of mutual interest between their two countries concerning co-productions, film exchanges, and on films and film-making in general.

(14) A joint committee of officials and experts designated by the competent authorities of the two countries shall be established for the purpose of following up and facilitating implementation and of suggesting modifications of the present agreement where required.

This committee is entrusted, in particular, with supervising the balance, for co-productions as a whole, of the financial, artistic and technical contributions. It shall meet at least once a year either in Canada or in France, and at such other times as may be requested by one or other of the contracting parties.

(15) The present agreement shall come into force on the day of its signature.

It shall be valid for a period of two years from the date of its coming into force; a tacit renewal of agreement for like periods shall take place unless one or other of the contracting parties gives notice of termination at least three months prior to the expiry date.

DONE in two copies at Montreal this eleventh day of October, 1963, in English and in French, both texts being equally authentic.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized by their governments, have affixed their signatures.

For the Government of Canada

PAUL MARTIN

PIERRE DUPUY

For the Government of the Republic of France

ANDRÉ MALRAUX

RAYMOND BOUSQUET

ANNEXE**PROCÉDURE D'APPLICATION**

L'autorité administrative du pays du coproducteur majoritaire propose l'admission du film au bénéfice de l'accord à l'autorité administrative du pays du coproducteur minoritaire.

Les producteurs de chacun des pays devront, pour bénéficier des dispositions du présent accord, accompagner leurs demandes d'admission à la coproduction, adressées à leurs autorités respectives, d'un dossier qui comportera notamment:

- un scénario détaillé,
- un document concernant la cession des droits d'auteur,
- le contrat de coproduction passé entre les sociétés coproductrices,
- un devis et un plan de financement détaillés,
- la liste des éléments techniques et artistiques des deux pays,
- un plan de travail du film.

ANNEX**PROCEDURE**

The competent authority of the country of the co-producer with the majority interest proposes the qualification of films under this agreement to the competent authority of the country of the co-producer with the minority interest.

Producers of either country, in order to obtain the benefits of this agreement, shall support their requests to the competent authorities with the following documents:

- a shooting script,
- written statement that the necessary rights have been obtained from the author,
- the co-production agreement between the film producing companies concerned,
- a detailed budget and a complete plan of financing the film,
- a list of the technical and artistic elements to be contributed by each country,
- a production schedule.

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20091817 8

© Droits de la Couronne réservés

En vente chez l'Imprimeur de la Reine, à Ottawa,
et dans les librairies du Gouvernement fédéral
dont voici les adresses:

OTTAWA

Édifce Daly, angle Mackenzie et Rideau

TORONTO

Édifce Mackenzie, 36 est, rue Adelaide

MONTREAL

Édifce Æterna-Vie, 1182 ouest, rue Ste-Catherine

ou chez votre libraire.

Des exemplaires sont à la disposition des intéressés
dans toutes les bibliothèques publiques du Canada.

Prix 35 cents N° de catalogue E3-63/16

Prix sujet à changement sans avis préalable

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.

Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie

Ottawa, Canada

1964



CANADA

TREATY SERIES 1963 No. 17 RECUEIL DES TRAITES

COMMERCE

© Crown Copyrights reserved

Available by mail from the Queen's Printer, Ottawa,
and at the following Canadian Government bookshops:

OTTAWA

Daly Building, Corner Mackenzie and Rideau

TORONTO

Mackenzie Building, 36 Adelaide St. East

MONTREAL

Æterna-Vie Building, 1182 St. Catherine St. West

or through your bookseller.

A deposit copy of this publication is also available
for reference in public libraries across Canada.

Price 35 cents

Catalogue No. E3-63/16

COMMERCE

Price subject to change without notice

ROGER DUHAMEL, F.R.S.C.

Queen's Printer and Controller of Stationery
Ottawa, Canada

1964

Signé à Ottawa le 5 novembre 1963

En vigueur le 5 novembre 1963

13 400 000
18 471 873
6 3656570
6 1637812

